

**Arrêté préfectoral portant mise en demeure
Société COMPAGNIE DES ENGRAIS DE LONGUEIL
Commune de Longueil-Sainte-Marie**

LE PRÉFET DE L'OISE
Chevalier de l'ordre national du Mérite
Officier des Arts et des Lettres

Vu le Code de l'environnement, et notamment les livres V des parties législative et réglementaire relatifs aux installations classées pour la protection de l'Environnement ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie CAILLAUD, en qualité de Préfet de l'Oise ;

Vu l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4702 ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 septembre 1987 autorisant la société Compagnie des Engrais de Longueil à poursuivre l'exploitation d'une usine de fabrication d'engrais destinés à l'agriculture sise à Longueil-Sainte-Marie, et notamment les dispositions prévues dans l'article 2.12 : "[...] Une distance minimale de 30 cm est conservée entre le haut du tas d'engrais ou des îlots d'engrais conditionnés et le haut de la paroi de séparation des cases. Cette distance est matérialisée par un repère visuel sur la paroi. [...]" ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire général de la préfecture de l'Oise ;

Vu l'annexe au courrier du 15 novembre 2016 accordant à la société Compagnie des Engrais de Longueil le bénéfice des droits acquis pour son site de Longueil Ste Marie ;

Vu le rapport de contrôle inopiné des rejets atmosphériques établi par la société Qualiconsult du 21 mars 2023 référencé R23-137 Rev.0 ;

Vu le rapport de contrôle inopiné des rejets atmosphériques établi par la société Qualiconsult du 10 juin 2024 référencé R24-225 Rev.1 ;

Vu le rapport de l'Inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 12 novembre 2024 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission de l'arrêté préfectoral susvisé ;

Considérant ce qui suit :

1. La société Compagnie des Engrais de Longueil est autorisée à exploiter une usine de fabrication d'engrais sur le territoire de la commune de Longueil-Sainte-Marie ;
2. Les installations relèvent du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515-1 et du régime de déclaration avec contrôle périodique pour les rubriques n°s 2910-A, 4702-III et 4702-IV ;
3. Lors de la visite d'inspection du 24 septembre 2024, l'Inspection des installations classées a constaté que dans les rapports d'analyses des contrôles inopinés de 2023 et 2024, les concentrations en poussières à la sortie du tambour refroidisseur étaient respectivement de 85 mg/Nm³ et 33 mg/Nm³ au lieu de 30 mg/Nm³ ;
Ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 13.3 de son arrêté préfectoral d'autorisation du 29 septembre 1987 susvisé ;
4. Lors de la visite d'inspection du 24 septembre 2024, l'Inspection des installations classées a constaté que trois tas d'engrais dépassaient le repère visuel mis en place par l'exploitant. La distance de 30 cm entre le haut des tas d'engrais et le haut de la paroi de séparation des cases n'est pas respectée ;
5. Ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 2.12 de l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006 susvisé ;
6. Ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés ;
7. Face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société Compagnie des Engrais de Longueil de respecter les prescriptions de l'article 13.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 septembre 1987 susvisé et de l'article 2.12 de l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

ARRÊTE

Article 1^{er} : BÉNÉFICIAIRE

La société Compagnie des Engrais de Longueil, ci-après dénommée exploitant, dont le siège social est situé rue de La Ruellette, au lieu-dit Bois d'Ageux à Longueil-Sainte-Marie (60 126), autorisée à exploiter une usine de fabrication d'engrais à cette même adresse, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour l'exploitation de ses installations.

Article 2 :

L'exploitant est mis en demeure, sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions de l'article 13.3 de son arrêté préfectoral d'autorisation du 29 septembre 1987 susvisé en respectant les valeurs limite d'émission de concentration de poussières fixée à 30 mg/Nm³.

La démonstration du respect de ces dispositions repose sur la présentation d'un rapport d'analyses des émissions atmosphériques aux résultats conformes.

Article 3 :

L'exploitant est mis en demeure, sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions de l'article 2.12 de l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006 susvisé en abaissant la hauteur des tas sous le repère visuel fixé à 30 cm du haut de la paroi de séparation des cases.

Article 4 : SANCTIONS

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 2 et 3 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 5 : PUBLICITÉ

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Longueil-Sainte-Marie pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Longueil-Sainte-Marie fait connaître, par procès verbal adressé au préfet de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins deux mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » à la rubrique « Les installations classées », au titre du mois de signature concerné, à savoir :

<https://www.oise.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Les-installations-classees/Par-arretes>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 6 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle est déférée au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 Amiens, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Le préfet peut procéder à la publication du présent arrêté sur le site internet des services de l'État dans le département, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans. Il informe préalablement la personne sanctionnée de la mesure de publication envisagée lors de la procédure contradictoire.

Article 7 : EXÉCUTION

Le Secrétaire Général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Compiègne, le maire de Longueil-Sainte-Marie, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région des Hauts-de-France et l'inspectrice de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le **10 DEC. 2024**

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général



Frédéric BOVET

Destinataires :

Société COMPAGNIE DES ENGRAIS DE LONGUEIL

Le sous-préfet de Compiègne

Le maire de Longueil-Sainte-Marie

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France

L'inspectrice de l'environnement s/c du chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France